



Assemblée générale

Distr. générale
22 juillet 2011
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Groupe de travail sur l'Examen périodique universel

Douzième session

Genève, 3-14 octobre 2011

Résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme

Lituanie*

Le présent rapport est un résumé de neuf communications de parties prenantes¹ à l'Examen périodique universel. Il suit la structure des directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme. Il ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), ni aucun jugement ou décision concernant des allégations précises. Les sources des renseignements figurant dans le résumé sont systématiquement indiquées dans les notes et, dans la mesure du possible, les textes originaux n'ont pas été modifiés. L'absence de renseignements concernant des questions spécifiques ou le traitement succinct de celles-ci tient peut-être à l'absence de communications des parties prenantes. Le texte intégral de toutes les communications reçues peut être consulté sur le site Internet du HCDH. Pour établir le rapport, il a été tenu compte de la périodicité du premier cycle de l'Examen, qui est de quatre ans.

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'Organisation des Nations Unies.

I. Renseignements d'ordre général et cadre

A. Étendue des obligations internationales

1. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 font observer que la Lituanie n'a pas signé le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants², et qu'elle n'a pas ratifié la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille³. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 notent que la Lituanie n'a pas fait la déclaration prévue à l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, concernant les plaintes émanant de particuliers⁴.

2. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 notent que, lors de la ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la Lituanie a fait une déclaration sur son interprétation du concept de «santé sexuelle et génésique» (art. 25 a))⁵.

B. Cadre constitutionnel et législatif

3. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 indiquent que, en vertu de la Constitution, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels font tous deux partie intégrante du système juridique lituanien; toutefois, leur statut à l'intérieur du système demeure ambigu et on ne sait pas très bien si les Pactes primeraient en cas de conflit de normes⁶.

4. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 soulignent que le droit de saisir la Cour constitutionnelle ne peut être exercé que par le Gouvernement, le Parlement, les tribunaux et le Président dans certains cas. En 2007, le Parlement a approuvé l'idée générale que des particuliers pourraient formuler des plaintes devant la Cour constitutionnelle, dont la mise en œuvre était attendue pour 2009. Dans les faits, elle a été reportée à une date indéterminée⁷.

C. Cadre institutionnel et infrastructures des droits de l'homme

5. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 signalent l'existence de nombreuses institutions indépendantes, comme le Bureau du Médiateur pour l'égalité des chances, le Médiateur pour les enfants et l'Inspecteur de l'éthique des journalistes. Ils notent toutefois qu'aucune des institutions ne dispose d'un mandat étendu dans le domaine des droits de l'homme et ne remplit les conditions permettant d'être accréditée en tant qu'institution nationale des droits de l'homme⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 encouragent le Médiateur pour l'égalité des chances à engager une action plus dynamique pour lutter contre la discrimination et pour lancer un débat politique sur les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles⁹.

6. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 indiquent que les mécanismes visant à assurer l'égalité des sexes ont été privés de leurs moyens et qu'une Division de l'égalité des sexes créée au sein du Ministère de la sécurité sociale et du travail a été fermée. Ils constatent avec préoccupation que les questions relatives à l'égalité des sexes ont été supprimées du programme politique de l'État¹⁰.

7. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 indiquent qu'aucune institution n'est chargée de mener des activités en lien avec le système international des droits de l'homme, que ce soit pour encourager la ratification des traités, faire connaître les observations formulées ou assurer le suivi des recommandations adoptées¹¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ajoutent que les institutions existantes n'ont guère de liens avec la société civile¹².

D. Mesures de politique générale

8. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe note que le Programme national de lutte contre la discrimination pour 2006-2008 vise à étudier les manifestations de la discrimination dans tous les domaines de la vie publique, y compris à renforcer la tolérance du public, et à mieux sensibiliser la population à la non-discrimination, à l'égalité de traitement et à l'égalité des droits et des chances¹³.

9. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 indiquent que, depuis 2005, un Programme national de prévention de la violence contre les enfants et d'assistance aux enfants est mis en œuvre. Il prévoit des activités de prévention de la maltraitance, d'aide aux victimes et d'autres mesures de protection¹⁴.

10. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 prennent note du Programme de promotion de la santé infantile pour 2008-2012, dans lequel les relations sexuelles chez les enfants et les grossesses précoces sont identifiées comme des problèmes particulièrement préoccupants. Toutefois, le plan ne prévoit aucune mesure spécifique susceptible d'améliorer la santé sexuelle et procréative des adolescents¹⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 prennent aussi note de la Stratégie de politique publique pour la protection de l'enfance pour la période 2005-2012, mais jugent préoccupant le fait qu'elle n'aide pas les adolescents à régler les questions relatives à leur santé sexuelle et procréative¹⁶.

11. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 appellent l'attention sur le Programme d'intégration des Roms dans la société lituanienne pour 2008-2010, qui vise à améliorer l'emploi et l'éducation des Roms, à réduire la pauvreté et à lutter contre l'exclusion sociale. Toutefois, le Programme n'a reçu que 16 % du budget initialement prévu et a été interrompu en juin 2010. La principale institution chargée de sa mise en œuvre, le Département des minorités nationales, a été dissoute et n'existe plus¹⁷.

II. Promotion et protection des droits de l'homme dans le pays

A. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

Coopération avec les organes conventionnels

12. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 indiquent que les observations finales formulées par les organes conventionnels ne sont pas diffusées au-delà de certaines institutions de l'État et qu'elles sont peu connues du public¹⁸.

B. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme

1. Égalité et non-discrimination

13. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 notent que les réponses inadéquates des services de maintien de l'ordre créent des conditions favorisant la flambée de la

xénophobie, du racisme et de l'antisémitisme. La situation des Roms est particulièrement alarmante en raison du comportement discriminatoire de la police à leur égard; les auteurs de la communication conjointe n° 3 ajoutent que la police, principale institution intervenant avant la justice, engage rarement des enquêtes préliminaires sur ces questions¹⁹.

14. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 jugent aussi inquiétant le fait que les tribunaux exigent un niveau de preuve particulièrement élevé pour les infractions liées à la discrimination raciale ou ethnique et ont tendance à interpréter de manière erronée la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. La jurisprudence lituanienne tend à démontrer que le fait de dresser le public contre un groupe racial, ethnique, religieux ou un autre groupe de personnes est considéré comme une infraction mineure. Le 25 mai 2009, la Cour suprême a rejeté le pourvoi du bureau du Procureur concernant l'acquittement d'une personne qui avait fait l'apologie de la violence contre les Roms sur un portail d'information. La Cour a déclaré que tous les propos négatifs sur une personne ou un groupe de personnes appartenant à des groupes particuliers ne constituaient pas une infraction pénale. De plus, elle a conclu à l'absence d'intention directe d'inciter à la haine. En outre, elle a estimé que des normes différentes devraient être appliquées selon que les propos portent sur un fait ou constituent un jugement de valeur²⁰.

15. Amnesty International souligne que l'article 39 de la loi de 2010 sur la communication d'informations à la population prévoit que les publicités et la communication audiovisuelle «ne doivent contenir aucune manifestation ou promotion de l'orientation sexuelle»²¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 affirment que cette loi vise manifestement à restreindre les informations sur les relations homosexuelles et leur «promotion» et qu'elle sera utilisée contre les informations concernant les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles²². Les auteurs de la communication conjointe n° 5 recommandent à la Lituanie de supprimer cet article discriminatoire de la loi et de veiller à ce que l'information publique serve à renforcer l'égalité, la tolérance et le respect des droits de l'homme pour tous, y compris les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles²³.

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

16. Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) a fait état d'allégations de mauvais traitements physiques pendant les interrogatoires menés par les agents de la police criminelle. Les mineurs sont particulièrement en situation de risque de ce point de vue. Le CPT note de plus que quelques personnes ont fait état de mauvais traitements de nature psychologique, comme des insultes ou la menace d'utiliser la torture. Il a reçu quelques allégations concernant l'usage excessif de la force lors de l'arrestation, une fois la personne concernée maîtrisée²⁴. Le CPT demande à la Lituanie de redoubler d'efforts pour lutter contre les mauvais traitements de la part de la police et recommande de rappeler à intervalles réguliers aux agents de police que toutes les formes de mauvais traitements sur les personnes privées de liberté sont inacceptables et donneront lieu à des sanctions sévères²⁵. S'agissant des allégations de mauvais traitements infligés par le personnel de certains établissements pénitentiaires, le CPT recommande de faire savoir clairement que toutes les formes de mauvais traitements infligés à des détenus sont inacceptables et seront sévèrement réprimés²⁶. Le CPT recommande à la Lituanie de poursuivre ses efforts visant à remédier au problème de la violence entre détenus²⁷.

17. Le CPT a reçu un certain nombre d'allégations indiquant que les procureurs et les juges ne donnent pas suite aux plaintes pour mauvais traitements qui sont portées à leur attention. Le CPT recommande à la Lituanie de veiller à ce que le parquet et les autorités judiciaires prennent des mesures énergiques lorsque des informations ayant trait à des mauvais traitements sont portées à leur connaissance. Les allégations et/ou les autres

informations se rapportant à des mauvais traitements devraient faire l'objet d'un examen approprié²⁸.

18. Le CPT renouvelle sa recommandation visant à ce que des mesures soient prises pour que tous les détenus disposent de produits d'hygiène personnelle essentiels en quantité suffisante²⁹. Il note que les conditions matérielles dans certains centres de détention présentent de nombreuses et graves insuffisances et peuvent dans certains cas être considérées comme inhumaines et dégradantes. Le CPT demande à la Lituanie d'intensifier ses efforts pour mettre les conditions de détention à un niveau acceptable³⁰.

19. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 notent que la violence contre les femmes demeure un problème majeur en Lituanie. Les statistiques de la police montrent l'ampleur du phénomène de la violence contre les femmes, en particulier dans la famille. En 2009, la police a enregistré 41 982 appels concernant des cas de violence dans la famille; toutefois, elle n'a engagé que 737 enquêtes préliminaires. En outre, 19 femmes ont été tuées par leur conjoint ou partenaire. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 notent que la violence dans la famille est réprimée par le Code pénal au titre de la disposition générale concernant la violence interpersonnelle et que le cadre juridique et procédural existant visant à lutter contre la violence dans la famille n'est pas efficace. De manière générale, les victimes de violence dans la famille n'ont que peu de possibilités d'obtenir une aide. Il existe très peu de refuges financés par les budgets municipaux. De nombreuses ONG qui gèrent des refuges ou des centres de crise doivent faire chaque année des demandes de financement. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ajoutent qu'il n'existe pas encore de permanence téléphonique fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre et que la permanence téléphonique financée par le budget de l'État ne fonctionne que durant la journée et pas le week-end³¹.

20. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 affirment que, malgré les nombreux efforts consentis dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains, la situation demeure déplorable³². Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe note que le nouveau Code pénal prévoit des peines plus strictes pour les auteurs de tels actes, même si le nombre d'affaires aboutissant à une condamnation demeure faible. L'absence d'un programme global de réadaptation des victimes de la traite et l'absence de possibilité d'indemnisation font partie des principaux sujets de préoccupation. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe recommande de mettre en œuvre des mesures énergiques contre la traite des êtres humains et de s'attacher davantage à poursuivre en justice les membres des réseaux criminels tout en protégeant les victimes de la traite³³.

21. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 affirment que les agents de police et les procureurs manquent de compétences et de connaissances spécialisées dans la prise en charge des victimes de violence sexuelle. Ils ajoutent que la police traite les victimes comme des délinquants. Ils indiquent aussi que les établissements d'accueil ainsi que les familles en situation de risque social ne signalent pas les disparitions d'enfants³⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 constatent le manque de compétences institutionnelles pour reconnaître la maltraitance d'enfants et évaluer les risques. Ils indiquent que seules des ONG ont élaboré quelques lignes directrices pour la coopération multidisciplinaire dans les affaires de maltraitance d'enfants³⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 affirment qu'un financement continu à long terme est nécessaire pour fournir une aide efficace aux victimes. Ils se déclarent préoccupés par le fait que nombre de victimes ne savent pas à quelle aide elles ont droit et comment l'obtenir³⁶.

22. L'Initiative mondiale pour mettre fin à tous les châtiments corporels infligés aux enfants (GIEPC) constate avec préoccupation que les châtiments corporels sont licites à la maison et qu'ils ne sont pas expressément interdits à l'école et dans les structures de protection de remplacement. L'organisation ajoute que les châtiments corporels sont

illicites dans le système pénitentiaire, mais s'inquiète de ce que la loi ne les interdit pas expressément³⁷.

3. Administration de la justice et primauté du droit

23. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 font observer que les enquêtes préliminaires dans les affaires pénales sont souvent conduites de manière non professionnelle. L'utilisation disproportionnée de l'arrestation et de la détention provisoire pendant l'instruction dans les procédures pénales constitue un problème particulier. Conformément au Code de procédure pénale, le principe de la proportionnalité doit être respecté dans l'application de mesures coercitives pendant l'enquête préliminaire. Toutefois, il arrive fréquemment qu'une personne soupçonnée d'une infraction mineure soit placée en garde à vue pendant quarante-huit heures, comme le permet la loi, puis simplement libérée à l'expiration de ce délai car il n'existe aucun motif de demander au tribunal une autorisation de placement en détention provisoire. La procédure de recours contre le placement en détention est inefficace et très peu de plaintes sont déposées pour placement illégal en détention³⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 font observer que, même si la détention provisoire ne doit être qu'une mesure de dernier recours, elle est utilisée de manière habituelle³⁹. Le CPT recommande à la Lituanie de revoir le système de détention provisoire dans les centres de détention de la police afin d'en réduire considérablement la durée⁴⁰.

24. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 notent que la loi sur l'aide juridictionnelle garantie par l'État prévoit deux types d'aide juridictionnelle: l'aide juridictionnelle primaire – consultation et rédaction de certaines demandes – et l'aide juridictionnelle secondaire – préparation des procès et représentation en justice. Les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier de l'aide juridictionnelle secondaire ne sont pas claires. Il arrive fréquemment que des bénéficiaires potentiels manquent d'informations sur l'aide juridictionnelle garantie par l'État, en particulier les personnes handicapées, les personnes ne comprenant pas ou ne parlant pas le lituanien et les personnes placées en détention⁴¹. Le CPT demande à la Lituanie de veiller à ce que toutes les personnes puissent exercer le droit d'avoir accès à un avocat. Il recommande à la Lituanie de garantir l'efficacité du système d'aide juridictionnelle pour les personnes placées en garde à vue qui ne sont pas en mesure de rémunérer les services d'un avocat⁴².

25. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe fait observer que la loi de 2005 sur l'égalité de traitement ne prévoit pas que la charge de la preuve doit incomber aux prévenus, et que cette loi devrait prévoir la possibilité d'indemniser les victimes de la discrimination⁴³. Il recommande de renforcer la loi sur l'égalité de traitement⁴⁴.

26. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 notent que, ces dernières années, beaucoup a été fait pour améliorer la situation des enfants dans les procédures judiciaires. Ils appellent l'attention sur les lacunes existant dans le système, notamment l'absence de juges, de procureurs et d'agents de police spécialisés dans les affaires de maltraitance d'enfants et le fait que les enquêtes pénales sont menées par des agents de la police criminelle qui s'occupent de tous les types d'infractions violentes, que les victimes soient des jeunes ou des adultes⁴⁵.

27. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 indiquent que les interrogatoires de police sont l'une des phases essentielles de toute procédure judiciaire. Ils notent que l'article 186 du Code de procédure pénale dispose que les mineurs ne sont interrogés qu'une fois; le juge peut interdire la participation du suspect à l'interrogatoire d'un enfant si celle-ci peut être préjudiciable à l'enfant; un enfant peut être interrogé dans un environnement distinct de celui où sont les autres participants à la procédure. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 notent toutefois que les dispositions de cet article ne sont

pas suffisantes. En 2002, 2008 et 2009, le Procureur général a rédigé des instructions régissant les procédures légales concernant les enfants victimes et les témoins. Malheureusement, ces réglementations n'ont pas été mises en œuvre comme il convient⁴⁶.

28. Le CPT souligne que si la personne soupçonnée d'une infraction pénale est mineure, les parents doivent être informés immédiatement même si le mineur n'en fait pas la demande. Toutefois, dans la pratique, les parents sont en général informés une fois le «procès-verbal d'arrestation» établi. Le CPT recommande de prendre des mesures pour faire en sorte que les mineurs ne fassent aucune déclaration ou ne signent aucun document concernant l'infraction dont ils sont soupçonnés s'ils ne sont pas assistés par un avocat et, dans l'idéal, par un adulte de confiance⁴⁷.

29. Le CPT constate avec préoccupation qu'un mineur placé en garde à vue au siège de la police de la ville de Šiauliai est resté dans une cellule avec deux adultes pendant plus d'une semaine. Comme le CPT l'a déjà souligné, une telle situation est inacceptable. Le CPT renouvelle sa recommandation visant à ce que des mesures soient prises pour que les mineurs placés dans les locaux de détention de la police soient séparés des détenus adultes⁴⁸.

4. Droit au respect de la vie privée, mariage et vie de famille

30. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 notent que la Lituanie reconnaît le droit de chacun de changer de sexe et d'état civil, mais font observer qu'il n'existe pas de loi régissant les conditions et les procédures de changement complet de sexe, ni les procédures de changement des documents d'état civil⁴⁹.

31. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 signalent que, en juin 2008, le Parlement a adopté le Cadre conceptuel de la politique nationale de la famille. Ils font observer que le concept de la famille défini par le Cadre est limité aux couples hétérosexuels mariés avec des enfants. Cette conception étroite de la famille implique une discrimination systématique à l'égard des couples non mariés avec enfants, des parents isolés et des familles homosexuelles. En outre, le Cadre ne prévoit pas l'égale protection de la loi pour les enfants nés hors mariage et a des effets négatifs sur les femmes quant à l'exercice de leurs droits dans le mariage et dans les relations familiales. Depuis 2008, le Parlement a entrepris l'élaboration d'un certain nombre de textes législatifs qui reposent sur les dispositions de ce cadre et renforcent par conséquent la stigmatisation, l'exclusion et la discrimination à l'égard des personnes qui se situent hors de ce concept restrictif de la famille. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 notent que la loi sur le partenariat n'a pas encore été adoptée et que, par conséquent, les couples non mariés, hétérosexuels et homosexuels, ne peuvent pas faire enregistrer officiellement leur partenariat civil. Par suite, les textes juridiques tels que les réglementations relatives aux biens, aux avantages sociaux et à l'adoption d'enfants prévoient des traitements différents pour les personnes mariées et les couples non mariés⁵⁰.

5. Liberté de religion ou de conviction, liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique

32. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 notent que la loi relative aux communautés et aux associations religieuses dispose qu'il n'y a pas de religion d'État en Lituanie. Ils soulignent que, selon la décision rendue en 2007 par la Cour constitutionnelle, les associations et les communautés religieuses traditionnelles et les associations et les communautés religieuses non traditionnelles reconnues par l'État n'ont pas les mêmes droits. Ils indiquent que l'État accorde un certain nombre de privilèges aux communautés religieuses traditionnelles, tels que des subventions annuelles, alors que les groupes non traditionnels ont droit à une aide de l'État uniquement pour leurs projets culturels et sociaux. Ils ajoutent qu'il n'existe aucune loi permettant à la communauté juive d'agir

conformément à la tradition juive. Ils affirment qu'il est impossible de réunir les communautés religieuses juives en une seule communauté car elles ont différentes formes juridiques⁵¹.

33. Amnesty International indique que la loi de 2010 sur la protection des mineurs contre les effets préjudiciables de l'information considère comme préjudiciable aux enfants toute information qui «dénigre les valeurs familiales» ou encourage un concept du mariage autre que l'union d'un homme et d'une femme et, par conséquent, interdit de mettre ces informations à la portée des enfants⁵². Amnesty International se déclare préoccupée par le fait que la loi peut être utilisée pour restreindre la liberté d'expression des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles et limiter leurs possibilités de faire valoir leurs droits⁵³. Amnesty International demande à la Lituanie de revoir cette loi afin de supprimer toute possibilité de l'appliquer d'une manière qui stigmatiserait les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles, qui serait discriminatoire à leur égard ou qui violerait leur droit à la liberté de réunion et d'expression et de s'abstenir d'adopter des textes législatifs qui érigeraient en infraction les relations homosexuelles⁵⁴.

34. Les auteurs de la communication conjointe n° 5⁵⁵ et Amnesty International⁵⁶ notent que le Parlement a apporté en 2010 des modifications au Code des infractions administratives qui érigent en infraction la «promotion des relations homosexuelles dans les lieux publics»⁵⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 prient instamment la Lituanie de rejeter les projets de loi discriminatoires et de garantir à tous la liberté d'expression, y compris aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles, et d'encourager un débat public et politique constructif sur les droits de ces personnes⁵⁸.

35. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 mentionnent un certain nombre de manifestations prévues pour 2007 visant à encourager la tolérance envers les travailleuses et les travailleurs lesbiennes et gays, qui n'ont pas été autorisées à Vilnius, notamment le «Camion contre la discrimination», qui effectue un tour d'Europe dans le cadre de l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous, mais qui n'a pas été autorisé à s'arrêter à Vilnius. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 indiquent que la loi sur la protection des mineurs contre les effets préjudiciables de l'information a déjà été utilisée pour tenter d'interdire la première Gay Pride, qui a finalement eu lieu le 8 mai 2010. Ils indiquent que, en mars 2010, 53 parlementaires sur 141 ont signé une pétition demandant le retrait de l'autorisation accordée pour la manifestation au motif qu'elle contreviendrait à cette nouvelle loi. Le 3 mai 2010, le Procureur général par intérim de la Lituanie et un membre du Conseil de la ville de Kaunas ont saisi la justice pour faire interdire la Baltic Pride pour l'égalité prévue pour le 8 mai 2010. Toutefois, l'autorisation a été accordée, assortie d'une disposition indiquant que la police était prête à garantir l'ordre et la sécurité publics pendant la manifestation. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 prient instamment la Lituanie de garantir à tous la liberté d'expression et le droit de réunion, y compris aux personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transsexuelles; de garantir une protection contre toutes les formes de violence et de harcèlement liés à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre; et de veiller à ce que les responsables de tels actes soient poursuivis et sanctionnés comme il convient⁵⁹.

36. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 notent que la loi sur les réunions prévoit une procédure de notification pour exercer le droit de réunion pacifique. Ils ajoutent toutefois que, au début de 2009, plusieurs ONG et syndicats ont informé les autorités municipales de leur souhait d'organiser des protestations publiques en réponse au projet du Gouvernement visant à lutter contre la crise économique et financière et que des restrictions injustifiées leur ont été imposées. Ils indiquent aussi que la municipalité de Vilnius a refusé d'accorder une autorisation pour un rassemblement pacifique «contre le racisme et la xénophobie et pour la tolérance» prévu pour le 11 mars 2009, au motif qu'il pourrait porter atteinte à l'ordre et à la sécurité publics, à la santé et à la moralité publiques et aux libertés

et droits d'autrui. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 recommandent de modifier la loi sur les réunions pour que les magistrats municipaux qui entravent de manière injustifiée le droit de réunion pacifique répondent de leurs actes⁶⁰.

6. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables

37. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 notent que les femmes rencontrent d'importants obstacles en matière d'emploi et de perspectives de carrière. Ils indiquent que 10 % des femmes quittent le marché du travail après la naissance d'un enfant pour s'occuper de son éducation. Ils constatent aussi que l'accès aux services de garde d'enfants et aux autres services pour les personnes dépendantes est limité, en particulier dans les zones rurales. Le congé parental payé s'étend sur une période de deux ans et ne prévoit pas de contingent pour les pères. Ce congé est majoritairement pris par les femmes qui, selon les stéréotypes, sont celles qui s'occupent des enfants, et crée d'importants obstacles à leur réinsertion sur le marché du travail⁶¹.

38. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 indiquent que les statistiques officielles montrent que l'écart de salaires entre les femmes et les hommes est supérieur à 15 % et que, dans presque tous les secteurs, les salaires des hommes sont supérieurs à ceux des femmes, ce qui indique l'existence d'une ségrégation verticale sur le marché du travail. Dans seulement trois secteurs économiques sur neuf, l'emploi est équilibré du point de vue de l'égalité homme-femme⁶².

7. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

39. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 indiquent que 20,6 % de la population vit dans une situation de risque de pauvreté. Le taux de risque de pauvreté chez les femmes a augmenté pour les femmes de plus de 65 ans et est 2,5 fois plus élevé que pour les hommes. Les mères célibataires forment un autre groupe qui connaît le taux de pauvreté le plus élevé (46,4 % en 2009)⁶³.

40. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 notent que, depuis la fin de 2008, une puissante force politique conservatrice donne la priorité à l'enseignement religieux; par conséquent, l'éducation sexuelle et l'élaboration de programmes globaux relatifs à la santé procréative se heurtent à une forte opposition⁶⁴.

41. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 notent qu'il n'existe pas de stratégie ou de programme national faisant l'unanimité relatifs aux soins de santé sexuelle et procréative, en particulier en ce qui concerne les jeunes⁶⁵. Ils ajoutent que les services de santé procréative sont intégrés au système de soins de santé et que les questions relevant de ce domaine (comme la maternité sans risques, la santé infantile, la prévention de la propagation du VIH/sida, les maladies sexuellement transmissibles, le cancer du col de l'utérus et la prévention du cancer du sein) sont incluses dans les programmes appropriés. Toutefois, actuellement, aucun programme n'a été adapté aux besoins des adolescentes et des adolescents⁶⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 soulignent que les adolescents ont particulièrement besoin de tels services parce que les soins de santé ne sont fournis aux patients de moins de 16 ans qu'avec le consentement de leurs représentants légaux⁶⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 recommandent à la Lituanie de mettre en place des programmes d'éducation à la santé procréative perfectionnés et fondés sur l'expérience, d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie et une politique nationales de santé sexuelle et procréative, de garantir le financement des services de santé sexuelle et procréative et de tout faire pour faciliter l'accès à ces services. Ils recommandent aussi à la Lituanie d'introduire de manière adéquate dans la législation nationale le droit à la santé pour les enfants, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant⁶⁸.

8. Droit à l'éducation

42. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 indiquent que l'éducation aux droits de l'homme n'est pas considérée comme un sujet important en Lituanie. Ils mentionnent une étude de 2010 montrant que près de 50 % des enseignants considèrent que les écoles ne se soucient pas suffisamment des questions relatives à la diversité sociale et culturelle et au respect des droits de l'homme. Plus d'un tiers des élèves affirment qu'ils n'ont jamais participé à des activités visant à les sensibiliser au multiculturalisme et que les questions telles que les différences sociales et culturelles et le respect des droits de l'homme ne bénéficient pas d'une attention suffisante. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 ajoutent que les manuels scolaires actuels perpétuent les stéréotypes sur les rôles des deux sexes, ainsi que les préjugés sur les différents groupes ethniques ou nationalités⁶⁹.

9. Minorités et peuples autochtones

43. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe note avec préoccupation qu'aucune solution n'a été trouvée quant aux modalités de transcription dans les passeports des noms et prénoms des personnes appartenant à des minorités nationales. Il a été rappelé que les personnes appartenant à des minorités nationales ont le droit d'utiliser leurs nom et prénom dans la langue minoritaire et ont droit à ce que ces noms et prénoms soient officiellement reconnus. Le 6 novembre 2009, la Cour constitutionnelle a rendu une décision sur la graphie des noms et prénoms dans les documents d'identité dans les langues autres que le lituanien. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe note que, en application de cette décision, il est désormais possible d'inscrire le nom et le prénom d'une personne dans les documents d'identité en utilisant «des signes graphiques autres que ceux du lituanien» (lettres) en plus de la version lituanienne du nom. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe espère vivement que la décision de la Cour constitutionnelle sera mise en œuvre dans la pratique⁷⁰.

44. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 notent que la communauté rom reste le groupe ethnique le plus vulnérable, marginalisé et victime de discrimination dans de nombreux domaines, notamment l'emploi, l'éducation, le logement, les soins de santé et la sécurité sociale. L'extrême pauvreté, l'analphabétisme, l'importance de la délinquance et les attitudes négatives de la société maintiennent ce groupe dans une situation d'exclusion sociale. De nombreux Roms n'ont pas de papiers d'identité et ne connaissent pas la langue nationale. Les Roms qui vivent dans le campement de Kirtimai, à Vilnius, ont un niveau de vie extrêmement bas. Dans le campement, où vivent environ 500 personnes, la plupart des logements n'ont pas l'électricité, le chauffage ni l'eau potable et les habitations sont surpeuplées. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 indiquent que les médias, les hommes politiques et le public continuent à exacerber les préjugés et les stéréotypes négatifs⁷¹.

45. Les auteurs de la communication conjointe n° 4 constatent qu'il n'y a pas de loi en Lituanie permettant à la communauté juive de recouvrer les biens immobiliers expropriés légalement. Il n'existe pas non plus de loi qui permettrait aux citoyens d'origine juive qui ne résident pas en permanence en Lituanie de rentrer en possession de leurs biens expropriés illégalement⁷².

10. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

46. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe note que la loi sur les étrangers autorise expressément le renvoi ou l'expulsion des demandeurs d'asile considérés comme une menace pour la sécurité nationale ou l'ordre public, même avant que la décision finale concernant la demande d'asile ait été rendue. En outre, la loi sur les étrangers reconnaît la menace pour la sécurité nationale ou pour l'ordre public comme motif de refus d'un permis de résidence en Lituanie. Cette disposition étant aussi applicable

aux demandeurs d'asile, ceux d'entre eux qui sont considérés comme représentant une menace pour la sécurité nationale ou l'ordre public se voient automatiquement refuser le permis de résidence et font l'objet de procédures de renvoi. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe estime qu'il est nécessaire de procéder à une révision et à une réforme complètes de la législation applicable aux réfugiés et aux demandeurs d'asile en Lituanie⁷³.

47. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe évoque la situation des personnes sans papiers, détenues à la frontière, qui, dans la plupart des cas, sont expulsées vers leur pays d'origine, sauf lorsque cela est contraire au principe du non-refoulement. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe recommande à la Lituanie d'adopter les mesures nécessaires pour éviter que le principe du non-refoulement ne soit pas appliqué dans tous les cas et de mettre au point des solutions de substitution à la détention des demandeurs d'asile⁷⁴.

48. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe note que les services de base, notamment l'assistance sociale et l'aide psychologique, font défaut dans le centre d'accueil et qu'un tel environnement peut difficilement être considéré comme approprié pour les demandeurs d'asile, qui doivent souvent attendre longtemps la décision concernant leur demande ou leur recours. Il fait observer que le centre ne devrait en principe pas être utilisé comme centre d'accueil pour les familles avec enfants. Il recommande de trouver d'autres solutions de logement et de fournir des services appropriés⁷⁵.

11. Droits de l'homme et lutte antiterroriste

49. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 indiquent que, selon des informations datant d'août 2009, la Lituanie a été intégrée dans le programme de transfèvements spéciaux et de détention dans des lieux secrets, géré par la Central Intelligence Agency (CIA). En novembre 2009, le Parlement lituanien a chargé le Comité de la sécurité et de la défense nationales de mener une enquête parlementaire et de lui présenter ses conclusions sept semaines plus tard⁷⁶.

50. Le Gouvernement a admis en décembre 2009 qu'un avion avait atterri en Lituanie et que deux centres de détention secrets avaient été préparés. Amnesty International se déclare préoccupée par la fermeture prématurée, le 14 janvier 2011, de l'enquête menée par le Procureur général pour établir si des personnes avaient pu être détenues dans des lieux secrets en Lituanie entre 2003 et 2005 et, dans l'affirmative à quel moment. La fermeture soudaine de l'enquête a ruiné les tentatives de garantir l'obligation de rendre des comptes. Amnesty International a constaté avec préoccupation que plusieurs pistes de recherche n'avaient pas été suivies pendant l'enquête et a demandé au Procureur général de rouvrir l'enquête⁷⁷. En février 2011, Amnesty International a soumis un mémorandum au Procureur général indiquant plusieurs pistes de recherche et personnes à contacter qui avaient été négligées pendant l'enquête.

51. Amnesty International demande à la Lituanie de rouvrir l'enquête sur la présence de lieux de détention secrets sur le territoire lituanien et d'explorer toutes les pistes de recherche pertinentes concernant la création de ces lieux, notamment sur le point de savoir si des détenus ont été transférés en Lituanie ou hors de Lituanie, à quel moment, selon quelles procédures et dans quelles conditions ils ont été transportés et quel a été leur traitement en détention. En outre, Amnesty International recommande à la Lituanie de veiller à ce que, lorsqu'il existe des éléments crédibles indiquant que de graves violations des droits de l'homme peuvent avoir été commises, l'interdiction de la prescription pour enquêter sur certaines violations, notamment la torture et les mauvais traitements et les disparitions forcées, soit respectée⁷⁸.

III. Progrès, meilleures pratiques, difficultés et contraintes

S.O.

IV. Priorités, initiatives et engagements nationaux essentiels

S.O.

V. Renforcement des capacités et assistance technique

S.O.

Notes

- ¹ The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org. (One asterisk denotes a non-governmental organization in consultative status with the Economic and Social Council.)

Civil society

AI	Amnesty International (London, United Kingdom)*
GIECPC	Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children
JS1	Joint Submission by: Human Rights Monitoring Institute (Vilnius, Lithuania); Center of Equality Advancement (Vilnius, Lithuania); and Equal Rights and Social Development Centre (Lithuania);
JS2	Joint Submission by: Children Support Centre (Vilnius, Lithuania); Human Rights Monitoring Institute (Vilnius, Lithuania); and Lithuanian Caritas (Kaunas, Lithuania);
JS3	Joint Submission by: Lithuanian Centre for Human Rights (Vilnius, Lithuania); Lithuanian Gay League (Vilnius, Lithuania); and Equal Rights and Social Development Centre (Lithuania);
JS4	Joint Submission by: the Jewish Community of Lithuania (Lithuania); Lithuanian Centre for Human Rights (Vilnius, Lithuania); Lithuanian Gay League (Vilnius, Lithuania); Center of Equality Advancement (Vilnius, Lithuania); and Roma Community Centre (Vilnius, Lithuania);
JS5	Joint Submission by ILGA Europe (Brussels, Belgium); and the Lithuanian Gay League (Vilnius, Lithuania);
JS6	Joint submission by: Family Planning and Sexual Health Association (FPSHA) (Lithuania); and the Sexual Rights Initiative (Canada);
<i>Regional intergovernmental organization</i>	
CoE	Council of Europe (Strasbourg, France);
	<ul style="list-style-type: none"> • CoE-CHR Follow-up letter - Follow-up letter by the Commissioner for Human Rights Mr. Thomas Hammarberg on his visit to Lithuania from 19 to 20 October 2009, Council of Europe, 9 December 2009 • CoE-CHR Letter - Letter by the Commissioner for Human Rights Mr. Thomas Hammarberg, to the Speaker of the Seimas, Council of Europe, 9 December 2009; • CoE-CPT - Report to the Lithuanian Government on the visit to Lithuania carried out by the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading treatment or Punishment (CPT) from 21 to 30 April 2008; • CoE-ESC - European Committee of Social Rights, European Social Charter, Conclusions 2010, (LITHUANIA) Articles 2, 4, 5, 6, 21, 26, 28 and 29 of the Revised Charter;

- CoE-CHR Memorandum - Memorandum to the Lithuanian Government: Assessment of the progress made in implementing the 2004 recommendations of the Council of Europe Commissioner for Human Rights, Council of Europe, 16 May 2007.

- ² JS1, paras. 1 and 7.
- ³ JS1, para. 10.
- ⁴ JS1, para. 8.
- ⁵ JS1, para. 9.
- ⁶ JS1, para. 4.
- ⁷ JS1, paras. 37–40.
- ⁸ JS1, para. 19.
- ⁹ JS1, pp. 2–3.
- ¹⁰ JS3, paras. 31–35.
- ¹¹ JS1, para. 22.
- ¹² JS1, para. 24.
- ¹³ CoE-CHR Memorandum para. 37.
- ¹⁴ JS2, p. 1.
- ¹⁵ JS6, para. 8.
- ¹⁶ JS6, para. 9.
- ¹⁷ JS4, paras. 25–30.
- ¹⁸ JS1, paras. 27–28.
- ¹⁹ JS3, paras. 42–45.
- ²⁰ JS3, paras. 42–45.
- ²¹ AI, p. 2.
- ²² JS5, p. 4.
- ²³ JS5, p. 4. See also AI, p. 5.
- ²⁴ Report to the Lithuanian Government on the visit to Lithuania carried out by the CPT (CoE-CPT) from 21 to 30 April 2008, 25 June 2009, para. 10.
- ²⁵ CoE-CPT, para. 13.
- ²⁶ CoE-CPT, para. 37.
- ²⁷ CoE-CPT, para. 41.
- ²⁸ CoE-CPT, para. 14.
- ²⁹ CoE, CPT, paras. 45–46.
- ³⁰ CoE-CPT, para. 27.
- ³¹ JS4, paras. 1–7.
- ³² JS2, p. 2.
- ³³ CoE-CHR Memorandum, paras. 40–41.
- ³⁴ JS2, p. 2.
- ³⁵ JS2, p. 2.
- ³⁶ JS2, p. 2.
- ³⁷ GIECPC, paras. 1.1, 1.4, 1.5 and 1.6.
- ³⁸ JS1, paras. 29–31.
- ³⁹ JS1, paras. 32–33.
- ⁴⁰ CoE-CPT, para. 9.
- ⁴¹ JS1, paras. 41–44.
- ⁴² CoE-CPT, para. 18.
- ⁴³ CoE-CHR Memorandum paras. 34–35.
- ⁴⁴ CoE-CHR Memorandum, para. 39.
- ⁴⁵ JS2, pp. 2–3.
- ⁴⁶ JS2, pp. 2–3.
- ⁴⁷ CoE-CPT, para. 22.
- ⁴⁸ CoE-CPT, para. 28.
- ⁴⁹ JS3, para. 26.
- ⁵⁰ JS3, paras. 31–35.
- ⁵¹ JS4, paras. 21–24.

- ⁵² See also CoE Commissioner, Follow-up letter, page 1 and CoE Commissioner letter to the Speaker of the Seimas, p. 1.
- ⁵³ AI, p. 1.
- ⁵⁴ AI, p. 5. See also JS5, p. 2.
- ⁵⁵ JS5, pp. 2–3. See also CoE Commissioner, Follow-up letter, p. 1.
- ⁵⁶ AI, p. 1.
- ⁵⁷ See also JS3, pp. 3 and 4, JS5, p. 3 and AI, p. 1.
- ⁵⁸ JS, pp. 2–3.
- ⁵⁹ JS5, p. 6.
- ⁶⁰ JS1, paras. 58–63.
- ⁶¹ JS3, paras. 37–39.
- ⁶² JS3, paras. 37–39.
- ⁶³ JS3, paras. 37–39.
- ⁶⁴ JS6, para. 5.
- ⁶⁵ JS6, paras. 6–7.
- ⁶⁶ JS6, para. 8.
- ⁶⁷ JS6, para. 11.
- ⁶⁸ JS6, p. 5.
- ⁶⁹ JS4, paras. 33–36.
- ⁷⁰ CoE Commissioner's December 2009 letter to the Government, p. 2. see also JS1, para. 57.
- ⁷¹ JS4, paras. 25–30.
- ⁷² JS4, paras. 31–32.
- ⁷³ CoE-CHR Memorandum, para. 29.
- ⁷⁴ CoE-CHR Memorandum, para. 25.
- ⁷⁵ CoE-CHR Memorandum, para. 27.
- ⁷⁶ JS1, paras. 64–67.
- ⁷⁷ AI, p. 2. See also JS1, paras. 64–77.
- ⁷⁸ AI, p. 5.
-